

*UNE USINE  
DANS LE DÉSERT :  
LA « RÉVOLUTION  
INDUSTRIELLE »  
DU DOCTEUR SIMON  
A SAUGUES*

—  
*Pierre CORNU*

**Pierre CORNU**  
Centre Pierre Léon

**A**rchétype du rural profond, désertifiées et vieilles, les hautes terres du Massif central constituent un espace que les spécialistes des questions industrielles écartent d'emblée de leurs investigations. Pour dire les choses abruptement, un entrepreneur sur les Causses ou au beau milieu des volcans d'Auvergne semble une incongruité à peu près équivalente à celle d'un berger place de la Concorde. De fait, la longue déprise vécue par ces hautes terres entre le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle et nos jours<sup>1</sup>, jointe à l'idée bien ancrée que c'est justement pour rejoindre les foyers urbains de l'industrialisation que les montagnards s'en sont allés, a mené à la constitution de cette image

1 - Cet article s'appuie sur un travail consacré à la thématique de la déprise : CORNU (Pierre), « *La forteresse vide : les hautes terres du Massif central entre déprise humaine et emprise symbolique (XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles)* », thèse de doctorat, université Lumière-Lyon 2, 2000 (direction Jean-Luc Mayaud).

2 - On songe évidemment à l'Italie, mais la Scandinavie offre également des exemples intéressants.

3 - HOUSSEL (Jean-Pierre), *La région de Roanne et le Beaujolais textile face à l'économie moderne*, Lille, Atelier des thèses, 1979. Pour une évaluation d'ensemble : GANNE (Bernard), *Industrialisation diffuse et systèmes industriels localisés. Essai de bibliographie critique du cas français*, Genève, Institut international d'études sociales, série biblio. n° 14, 1988.

4 - En revanche, des liens solides et diversifiés avec la sphère financière et le secteur de la recherche technologique sont indispensables au maintien du dynamisme et de la compétitivité des industries disséminées dans l'espace rural.

5 - FOURNIER (Mauricette), « Les industries rurales de l'Auvergne et du Velay, innovations et innovateurs dans la moyenne montagne du Massif central », thèse de doctorat, Clermont-Ferrand, université Blaise-Pascal, 1995.

6 - Cf supra p. l'article de Jean-Marc Olivier et sa thèse « Société

caricaturale des « hauts déserts » où ne subsisteraient que des agriculteurs archaïques, des artisans routiniers et, au mieux, des animateurs touristiques.

Il y a pourtant longtemps que les arguments déterministes sont passés de mode en sciences sociales, et si, de fait, les zones de relief n'ont été touchées que de manière ponctuelle par le processus d'industrialisation, cela ne suffit pas à clore le débat : la question de l'absence ou de l'échec de l'industrialisation n'est-elle pas aussi délicate et potentiellement instructive que celle de son développement ? On pourrait même soutenir que l'étude de la formation des « vides » industriels en apprend autant, sinon plus, sur celle des « pleins » ; que l'on ne peut, en somme, rendre compte d'un phénomène historique de l'ampleur de l'industrialisation sans en embrasser la totalité, centres et marges, réussites et échecs.

Premiers intéressés par cette problématique de la logique spatiale de l'implantation des activités économiques, les géographes ont enquêté et réfléchi sur la diversité des terrains et des formes de développement industriel. Ceux d'entre eux qui travaillaient spécifiquement sur l'espace rural et, à l'intérieur de ce domaine d'étude, sur les exemples montagnards, ont tourné et retourné dans tous les sens la question du lien causal entre relief et présence/absence de développement industriel. L'incidence du cloisonnement de l'espace ou de la contrainte hivernale ont ainsi fait l'objet d'études approfondies, qui ont toutes conclu à l'absence de caractère déterminant de ces aspects, portant ainsi la réflexion sur les caractères sociologiques et culturels des communautés d'habitants des régions concernées – et donc sur la « ruralité » comprise non pas seulement comme un rapport à l'espace mais comme un type d'organisation humaine. C'est dans cet esprit qu'ont été conduites

les études les plus innovantes et les plus instructives par ceux qui ont cherché à saisir les spécificités des exemples mineurs d'activités industrielles disséminées en milieu rural, montagnard ou non. Cette forme particulière, que l'on rencontre dans toute l'Europe<sup>2</sup>, a été l'objet d'étude privilégié de certains géographes de l'école française soucieux de renouveler les approches régionales<sup>3</sup>. Leur apport est essentiel sur un point : ils ont démontré que le développement industriel ne nécessitait ni une concentration des activités productives, ni une relation de dépendance stricte avec l'environnement urbain<sup>4</sup>. Le travail récent de Mauricette Fournier sur les dynamiques industrielles des montagnes d'Auvergne apporte un éclairage bienvenu sur un exemple de réussite incontestable, condamnant toutes les théorisations hâtives sur les handicaps du milieu montagnard et de la dispersion<sup>5</sup> : celui de l'Yssingelais, partie orientale de la Haute-Loire, pays d'industrie diffuse mais en expansion remarquable depuis les années 1970, avec une multiplication et une diffusion spatiale croissante des ateliers de plasturgie et de mécanique sur un substrat d'industrie textile beaucoup plus ancien. Des historiens, également, ont cherché à mettre en lumière les ressorts humains spécifiques des pays de montagne, telle l'« industrialisation douce » modélisée par Jean-Marc Olivier pour le Jura français<sup>6</sup> : à l'évidence, et sans chercher pour autant à prendre systématiquement le contre-pied des idées admises, il y a encore matière à recherches – et à découvertes – dans l'histoire industrielle des espaces ruraux et montagnards.

Une fois acquise la possibilité d'un développement des activités de transformation sur des plateaux de moyenne montagne sans véritable continuité spatiale avec une métropole industrielle<sup>7</sup>, il

reste bien sûr à expliquer pourquoi la quasi-totalité des espaces de ce type dans l'aire du Massif central sont restés à l'écart du développement industriel, alors même que des initiatives plus nombreuses qu'on ne pense ont essayé, ici ou là, de moderniser le travail traditionnel de la laine ou du bois ou d'enraciner de nouvelles activités pour compenser le déclin de l'emploi agricole. Pourquoi l'activité n'a-t-elle pu s'acclimater ? Doit-on pour cela incriminer, justement, le contexte de déprise et sa logique de stérilisation du milieu local ?

L'exemple du pays de Saugues, en Margeride altiligérienne, offre à la fois une trajectoire banale – lente déprise agricole et humaine et stagnation ou disparition des quelques activités issues de la proto-industrie montagnarde – et, dans la plus récente et douloureuse partie de cette trajectoire, un épisode singulier à bien des égards, avec un projet de développement industriel ambitieux amené par le maire du bourg-centre, le docteur Simon (en fonction de 1965 à sa mort en 1976), phénomène politique et médiatique de cette période charnière entre Trente Glorieuses et Crise, qui a laissé dans la région le souvenir de l'incarnation la plus spectaculaire de la figure du « maire-entrepreneur ».

Réussite éphémère, porteuse néanmoins de leçons sur la thématique du développement local et de la lutte contre la déprise qui dépassent largement le cadre gabalitin, cette initiative isolée nous semble mériter un regard approfondi et une mise en perspective. Nous chercherons ainsi à comprendre dans quelle relation avec la déprise humaine et agricole, d'après quelle image – ou faut-il dire quel mirage ? – du développement industriel, et selon quelles modalités économiques et politiques ce projet a été conçu et réalisé, pour enfin en mesurer l'impact sur un « pays » de montagne que tous, autochtones compris,

considéraient auparavant comme incapable de surmonter son destin et voué à une complète désertification.

## DÉCLIN ET PRISE DE CONSCIENCE À SAUGUES

Il faut remonter assez loin dans le temps pour comprendre le caractère radical de la mutation engagée par le docteur Simon dans les années 1960. Saugues, chef-lieu de canton aux confins de la Haute-Loire, de la Lozère et de l'Ardeche, a vécu un déclin lent et quasi-indolore pendant toute la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, au point que la prise de conscience du problème de la dépopulation n'intervient que très tardivement. L'observation des flux migratoires ne semble pas provoquer d'inquiétude avant une date très avancée : « L'émigration se produit sur une échelle relativement restreinte et le plus souvent par personnes isolées. Quelques jeunes gens, mais plus encore les jeunes filles, vont dans les villes se mettre en condition et trouvent là un travail rémunérateur qu'à Saugues même elles n'obtiendraient jamais », écrit placidement l'abbé Fabre en 1899<sup>8</sup>, alors même que le solde migratoire du canton est devenu sérieusement négatif et que les pays voisins des Cévennes et du Vivarais sonnent l'alarme depuis plusieurs décennies déjà. L'émigration est encore vue ici comme une donnée constitutive normale et saine de l'équilibre montagnard. La déprise se produit donc par glissement insensible, si l'on excepte la perte de population directement ou indirectement liée à la Grande Guerre<sup>9</sup>. On ne peut, de fait, parler véritablement de prise de conscience qu'à la fin des années 1950, quand le vieillissement, l'abandon d'exploitations et les difficultés du commerce local font enfin saisir la gravité de la situation aux

rurale et industrialisation douce : Morez (Jura) (1780-1914 », université Lumière-Lyon 2, 1998. Pour une synthèse sur les spécificités montagnardes : « L'industrialisation rurale douce : un modèle montagnard ? », *Ruralia*, n°4, 1999, p. 11-22.

7 - Malgré sa proximité d'avec Saint-Etienne et la vallée de l'Ondaine, le pays industriel d'Yssingeaux cité plus haut a toujours fonctionné dans une relative autonomie vis-à-vis de ce pôle.

8 - FABRE (abbé François), *Notes historiques sur Saugues, Saint-Flour, Bourbonnelle*, 1899.

9 - Mais celle-ci est comprise comme une causalité extérieure, et même les départs de soldats démobilisés dans les années 1920 ne sont pas véritablement perçus comme faisant partie de la dépopulation rurale ordinaire.

10 - Archives communales de Saugues (AMS), registre des délibérations, 1921.

11 - C'est finalement en 1942 que la municipalité installée par les autorités vichystes demande ce classement en commune touristique...

12 - La municipalité s'était contentée de gérer les affaires courantes, sans marque ostentatoire d'adhésion au régime, et le maire avait fait montre de courage lors des accrochages de la Libération entre maquis et troupes allemandes sur le territoire communal.

13 - DIRY (Jean-Paul), « Espaces fragiles et développement local en Margeride », BETEILLE (Roger) et MONTAGNE-VILLETTE (Solange), *Le « rural profond » français*, Paris, SEDES, 1995, p. 67.

élites locales, notamment celles qui ne sont pas originaires du pays et sont frappées, à leur arrivée, de constater un état de délabrement que les autochtones n'ont pas vu s'installer.

Dans les années d'entre-deux-guerres, la municipalité du bourg gère les affaires courantes sans se soucier de grandes réformes ou de projets volontaristes. Une décision symbolise ce refus de toute remise en cause ou d'ouverture sur d'autres activités : en 1921, le conseil municipal refuse à l'unanimité que la commune soit classée « commune touristique » pour bénéficier des avantages de ce label<sup>10</sup>. Saugues est un bourg de marché, petite capitale de pays agricole, et n'entend pas être dérangé dans ces affaires sérieuses – attitude radicalement différente de celle des bourgs du plateau vivaro-velave, comme Saint-Agrève ou, mieux encore, le Chambon-sur-Lignon, déjà très ouverts au tourisme<sup>11</sup>. Par la suite, les registres de délibérations du conseil municipal ne livrent véritablement pas grand-chose : le maire Bonne-Chevans, notaire honoraire, également conseiller général du canton jusqu'à la fin de la III<sup>e</sup> République, à la tête d'une équipe « républicaine et d'intérêt local » (classée à gauche dans le département), gère les affaires communales d'une manière particulièrement prudente et mesurée.

A la Libération, l'existence d'un très important maquis dans la région – celui du Mont Mouchet – pèse évidemment sur l'atmosphère politique, et c'est un candidat présenté par le comité local de libération qui est désigné, puis élu à la tête du conseil municipal. Comme en bien des communes toutefois, l'expérience est sans lendemain. En 1953, c'est le vieux docteur Gerbier, maire déjà pendant la période d'occupation<sup>12</sup>, qui retrouve son siège à l'hôtel de ville. Cette fois, avec une croissance migratoire négative de -1,5 % par an et un pour-

centage de plus de soixante ans porté à 20 % en 1954, la déprise devient patente. C'est à ce moment que le docteur Simon fait son entrée dans le paysage social et politique du canton de Saugues.

## LA MUNICIPALITÉ DU DOCTEUR SIMON

« La promotion du développement local est généralement assurée par un ou plusieurs leaders occupant souvent des fonctions électives et ayant fréquemment des origines extérieures à la commune ou du moins des parcours professionnels qui les ont longtemps tenus éloignés de leurs lieux de naissance ou d'enfance », écrit le géographe Jean-Pierre Diry<sup>13</sup>. C'est d'ailleurs un enjeu électoral fondamental que la capacité des candidats à dynamiser l'économie locale : les affiches de campagne des « maires-entrepreneurs » promettent des emplois, tandis que les adversaires plus démunis crient à l'ingérence extérieure ou au favoritisme. Là est tout le problème : la prise de conscience de la déprise provoque rarement un réflexe d'union sacrée, et bien des communautés rurales de montagnes, en difficulté démographique certaine, sont encore fragilisées par des clivages internes. Le vide provoque un sentiment d'insécurité qui a tendance à rejaillir sur le comportement des individus. Il vient également un moment où l'affaiblissement de la société locale et l'éloignement définitif des enfants de la diaspora aboutissent à un manque total de capacité d'initiative – à moins, comme dans le cas présent, que l'énergie et la compétence ne soient apportées de l'extérieur.

Le docteur Simon fut l'une des personnalités politiques les plus marquantes et les plus atypiques des années 1960-1970, même si la mémoire collective n'en

a guère conservé de traces en dehors de son pays d'élection. Sa mort accidentelle en 1976, alors qu'il atteignait une renommée nationale et que le développement des médias audiovisuels commençait à en faire une véritable icône de la résistance montagnarde, brisa trop tôt cet élan et ne permit pas au pays de Saugues de capitaliser véritablement l'héritage de son maire. Pourtant, le docteur Simon laissait une œuvre considérable, dont il nous faut reconstituer la genèse et la chronologie.

Jean-Claude Simon, nous l'avons laissé entendre déjà, n'est pas un enfant du pays. Né en 1932 à Brioude dans une famille de notables, il fait des études de médecine à Clermont-Ferrand, jusqu'au doctorat obtenu en janvier 1957. Malgré l'opposition de sa famille, il rêve de devenir médecin de campagne. A Saugues, où il arrive cette même année 1957, suivant le chemin inverse des nombreux migrants descendant le Val d'Allier pour aller s'embaucher dans les centres industriels de la Limagne, il remplace justement le docteur Gerbier, prenant en charge une clientèle particulièrement dispersée, qui s'étend au-delà même des limites du vaste canton de Saugues en raison de la pénurie de médecins dans ces hauts pays rébarbatifs de la Margeride. Et comme son prédécesseur, il fait de son métier une occasion de connaître en profondeur le pays et de s'y faire une réputation.

Jean-Claude Simon n'est certes pas le seul médecin à s'intéresser à la politique locale et à profiter de son activité professionnelle pour tisser un réseau de relations<sup>14</sup> ; mais il faut avoir un certain caractère pour le faire à vingt-cinq ans dans un pays dont on n'est pas originaire et qui offre des perspectives bien incertaines. Aux élections municipales de 1959, le vieux docteur Gerbier ne se représente pas. Son jeune successeur n'hésite pas une seconde à se proposer

pour prendre le relais, se fait élire – difficilement – conseiller municipal et se met sur les rangs pour l'élection du maire. Il n'obtient que deux voix parmi les conseillers, qui lui préfèrent Victor Dumas, et ne réussit pas davantage pour le poste de deuxième adjoint. Ce jeune homme pressé doit donc apprendre à composer et se rabattre sur les élections cantonales, où il obtient un premier succès en 1961, et attendre 1965 pour parvenir à ses fins : ayant fait jeu égal avec le maire sortant dans les urnes – exactement huit cent deux voix chacun – il est seul à briguer l'écharpe tricolore et est élu sans opposition par les conseillers, Victor Dumas devenant cette fois son deuxième adjoint. En 1967, il est réélu conseiller général, avec un nombre de voix en hausse, et peut ainsi donner à ses projets toute l'ampleur et les soutiens nécessaires<sup>15</sup>.

Dès son élection à la mairie, Jean-Claude Simon initie une véritable révolution culturelle<sup>16</sup> dans le petit bourg et les nombreux hameaux qui appartiennent au vaste territoire communal. Contrairement à d'autres élus moins chanceux<sup>17</sup>, il dispose en effet, avec l'hôtel de ville de Saugues, d'un instrument de pouvoir au rayon très étendu : peuplée de 2 493 habitants encore en 1968, dont 1 319 dans la population agglomérée, la commune de Saugues exerce une véritable fonction de commandement sur un territoire communal de près de 8 000 hectares et, par sa fonction de chef-lieu de canton, sur toute la montagne comprise entre le profond sillon de l'Allier et la crête de la Margeride. Bourg de marché, centre scolaire, seul pôle de services à des lieues à la ronde, Saugues a encore des atouts et son maire les moyens d'une partie de ses ambitions au moins.

La menace de la dépopulation est pour lui un souci primordial en même

14 - On pourrait même conduire une étude comparative sans doute fort instructive sur les médecins ou vétérinaires élus locaux dans les montagnes d'Auvergne, concernant notamment les modalités de leur emprise sur l'électorat, l'orientation philanthropique de leur action et le rôle d'interface complexe qu'ils assument, entre le local et le global, l'expérience et l'expertise.

15 - Il deviendra président du conseil général en 1973, affilié donc à la droite auvergnate mais n'hésitant pas à revendiquer une certaine forme de « communisme municipal ».

16 - Sans référence directe, évidemment, à un maoïsme qui n'est pas de sa famille politique... Il n'est toutefois pas anodin qu'un élu de droite, dans le contexte particulier d'avant 1968, prenne à son compte l'idéal de renouveau de la citoyenneté par le débat public et la participation.

17 - On citera par exemple Jean Garnier, maire d'Ardes-sur-Couze sur le Cézallier oriental, lui aussi animé du désir de revitaliser son pays

mais entravé dans son action par la modestie du chef-lieu de canton et de son territoire et le fait qu'une partie des communes du ressort d'Ardes soit attirée par des chefs-lieux concurrents.

18 - AMS, registre des délibérations, novembre 1965.

19 - Ibid, 1967.

20 - Ibid, janvier 1974.

temps qu'un levier pour agir sur la communauté d'habitants. Il commence, bien sûr, par la stratégie défensive habituelle aux élus de montagne, notamment dans la défense des services publics. Ainsi, lorsque le préfet annonce, en 1966, la fermeture d'une école de hameau à Longeval (à mi-chemin du bourg et de la commune voisine d'Esplantas), il fait voter une résolution contraire par le conseil, au motif que ces petits établissements, « en plus de l'instruction qu'elles ont dispensée, ont énormément contribué à maintenir nos populations à la terre ». Sensibles également aux questions agricoles, il apporte son soutien au syndicat agricole du canton qui demande la création d'une commission de réorganisation foncière « afin d'éviter tout reboisement désordonné<sup>18</sup> ». Dans un discours de 1967, il passe à l'offensive cette fois<sup>19</sup> : « Par les temps d'âpre concurrence que nous traversons, il faut savoir oser et ne pas hésiter à prendre des risques calculés. Deux alternatives s'offrent à nous. Ou l'on se contente de s'en tenir aux réalisations existantes, en conservant tant bien que mal ce qui existe, et c'est sans aucun doute la dépopulation, l'étiollement dans la commune voire à plus ou moins brève échéance la misère et la pauvreté. Ou alors, confiant en l'avenir, on n'hésite pas à investir, à réaliser non seulement pour essayer de garder les jeunes au pays mais encore attirer les étrangers pendant les périodes de congé. N'oublions pas que de plus en plus de citadins auront besoin de s'évader à la campagne et le tourisme est une jeune industrie en plein essor et qui paie ».

Il y a donc bien instrumentalisation de la déprise, et non pas simple déploration : le docteur Simon n'est pas un enfant du pays, et ne se sent pas soumis à la fatalité de ce mouvement ; bien au contraire, homme d'action venu offrir ses services à une région en difficulté, il se

fait un devoir de lutter contre cet ennemi, il en fait son adversaire politique. Toutes ses réalisations auront pour but de le combattre, ce qui signifie également qu'il souhaite que sa politique municipale soit évaluée selon ce critère.

En 1974, alors qu'il est désormais bien installé dans son fauteuil de maire (qu'il cumule avec ceux de député et de président du conseil général) et que ses réalisations sont déjà nombreuses, il reprend le même argumentaire en expliquant<sup>20</sup> que « malgré les efforts déjà accomplis dans beaucoup de domaines, et notamment dans celui des équipements collectifs du tourisme et de l'agriculture, l'exode rural n'a pas cessé car les jeunes ne trouvent pas localement d'emplois permanents ». Il y a bien, dans la prose politique du docteur, un souci permanent de faire participer ses interlocuteurs à sa propre conscience de l'ampleur des problèmes, de maintenir en permanence la mobilisation générale en donnant à voir le danger. L'effort de mobilisation de Jean-Claude Simon se justifie aussi par le fait qu'il a pour sa commune des projets considérables, particulièrement coûteux pour certains et qu'il sait la difficulté d'engager dans cette voie une communauté d'habitants très marquée encore par les vertus d'économie des ménages paysans. Les Saugains ont, de ce côté, une réputation bien établie. Jouant sur la corde sensible du départ des jeunes, il parvient, en véritable médecin social, à convaincre le patient de sa maladie et de la nécessité d'un soin radical.

Le souvenir le plus vif laissé par le docteur Simon tient au spectaculaire de sa mise en scène de la politique locale. Partisan de la démocratie directe, il institue en effet la pratique des « assemblées communales », dans lesquelles un représentant de chaque famille est appelé à venir discuter directement avec

l'équipe municipale, le maire jouant le rôle de maître de cérémonie, et faisant procéder aux votes à main levée. La première assemblée est réunie dès 1966, attirant près de sept cents personnes, pour discuter des problèmes de voirie municipale – à titre d'expérience. En 1969, on aborde la question du développement touristique, avec un projet de création de camping. A chaque fois, Jean-Claude Simon fait légitimer par vote à main levée les augmentations d'impôts locaux prévues pour financer ses projets, ce qui suscite l'admiration de ses pairs... En réalité, ces assemblées ont principalement une fonction symbolique et servent, dans l'idée du maire, à souder la population autour de l'équipe municipale et à exorciser publiquement les conflits latents. Car Jean-Claude Simon a un talent certain pour créer l'événement, prendre l'initiative qui mettra la commune en ébullition et la presse en appétit. On le voit ainsi inaugurer une rue Jan Palach à la mémoire du martyr du printemps de Prague, organiser un tribunal populaire pour condamner de jeunes délinquants à une peine d'intérêt général ou lancer une radio locale « pirate » dès 1974. Ce souci d'image et de relation publique interne et externe est toutefois pleinement cohérent avec son projet de re-dynamisation de la commune, comme le montre son initiative pour la création d'une activité industrielle.

## LE PROJET AGEVOPLAST

Notre référence au cas de l'Yssingelais n'était évidemment pas fortuite pour introduire l'étude du projet de développement industriel du docteur Simon : c'est en effet après observation et analyse de ce modèle qu'il se lance dans son propre projet, cherchant à transplanter

sur le plateau désertifié de la Margeride une bouture industrielle du terreau favorable de la partie dynamique du département. L'Yssingelais étudié par Mauricette Fournier présentait la particularité de combiner « de façon optimale substrat fort, initiative individuelle, attachement au pays, ouverture sur un extérieur enrichissant ». Suivant en cela les critères mis au jour par Jean-Pierre Houssel dans son étude du développement industriel dans le pays roannais, Mauricette Fournier théorise les conditions de la réussite en mettant l'accent sur les aspects culturels et organisationnels. Prenant à notre compte cette grille de lecture, nous chercherons à voir si elle est opérante pour expliquer l'échec relatif de la stratégie du docteur Simon.

C'est en voyant la jeunesse du pays partir pour s'embaucher dans les industries de la Basse Auvergne, du bassin stéphanois ou de la région parisienne que, à l'instar d'autres maires-entrepreneurs de communes menacées par la désertification, il conçoit le projet de créer une activité industrielle sur sa propre commune. Conscient toutefois des handicaps spécifiques du canton de Saugues – enclavement et image globale plutôt négative –, il lui faut trouver une « niche » industrielle faiblement concurrentielle et s'assurer de débouchés pérennes. Originaire lui-même d'un véritable bassin industriel, celui de Brioude, il se trouve en Margeride altiligérienne dans un territoire sans tradition ou presque dans ce domaine<sup>21</sup>. Mauricette Fournier parle même de « résistance culturelle à l'industrie » en Velay occidental<sup>22</sup>.

Le projet repose donc entièrement sur ses épaules. Qu'à cela ne tienne, il se propose lui-même comme principal investisseur et monte dès 1969 un projet d'atelier de fabrication de gaines et de sacs plastiques, pour la direction duquel il fait venir un ancien responsable d'ate-

21 - Saugues dispose bien d'un petit nombre d'entreprises du secteur secondaire, mais essentiellement dans les domaines habituels (et à une échelle modeste) du travail du bois ou du conditionnement alimentaire. Seule l'entreprise Bordes, spécialisée dans le conditionnement des champignons, a un rayonnement qui dépasse les limites du canton.

22 - FOURNIER (Mauricette), *Les dynamiques industrielles d'une moyenne montagne. Innovations, initiatives en Auvergne et Velay*, Clermont-Ferrand, Publications de la faculté des lettres et sciences de l'université Blaise-Pascal, 1998, p. 392.

23 - Il déclare en 1974 avoir pour idéal de fonctionnement le modèle de la « coopérative ouvrière » (*La Montagne*, 6 février 1974).

24 - *Le Monde*, février 1974.

lier de plasturgie, de l'Yssingelais. Baptisée Agevoplast, la nouvelle société associe symboliquement dans son nom terroir et technologie. Les débuts sont modestes : on installe les premières machines dans une grange, puis dans le local des pompiers, avant que la commune ne fasse construire un bâtiment spécifique, achevé en 1973.

Le rôle de Jean-Claude Simon se trouve dès lors modifié : il n'est plus seulement le premier des citoyens, gérant les affaires communes dans l'intérêt de tous, il devient un entrepreneur politico-industriel venu proposer ses services à une communauté en difficulté. Fidèle à ses principes de démocratie participative<sup>23</sup>, il souhaite toutefois associer directement ses administrés à l'aventure et choisit pour cela la manière la plus spectaculaire. En 1974, l'équipe municipale passe à une phase nouvelle en proposant aux citoyens de la commune de devenir actionnaires d'Agevoplast. Après avoir ouvert les portes de l'entreprise deux jours durant, le maire réunit l'une de ses fameuses assemblées communales, la quatrième du genre, le 17 février au soir, pour expliquer les principes de l'actionnariat populaire à ses concitoyens. Encore une fois, c'est la thématique de la déprise qui sert à emporter l'adhésion, le maire déclarant face aux trois cents personnes venues l'écouter<sup>24</sup> : « Des emplois industriels sur place, c'est le barrage à l'exode rural. C'est aussi la démonstration aux technocrates parisiens que la fatalité de la concentration dans les villes est une imbécillité ». Dans la propagande distribuée, signée conjointement « société Agevoplast et commune de Saugues », l'appel civique et la proposition financière sont confondus : « Par cette action de participation et de responsabilité collectives des affaires de la commune et du canton, vous démontrerez votre confiance dans l'ave-

nir de notre pays et en même temps, vous investirez dans une industrie moderne à laquelle l'avenir est ouvert ».

On le voit, le développement industriel est choisi non seulement pour l'espoir concret qu'il représente, mais également et surtout pour son caractère symbolique : démontrer, contre les apparences, l'aptitude d'un haut pays à se régénérer, à intégrer la modernité, voire même à en reprendre le flambeau au moment où, le choc pétrolier venu, les bassins industriels anciens ne sont plus très sûrs d'eux-mêmes. Les actions sont proposées à 100 francs, chiffre rond et solide : bien peu toutefois sont souscrites.

Mais le docteur Simon ne se contente pas d'appeler les capitaux disponibles dans la petite patrie : les « Saugains de l'extérieur » sont également appelés à participer à l'entreprise. Se souvenant avoir côtoyé à Brioude la communauté des expatriés gabalitains réunis dans une amicale et les voyant revenir chaque été au pays, il entreprend de les démarcher pour pousser à l'extrême son idéal de mise en responsabilité. Le quotidien *La Montagne* rapporte en février 1974 sa visite à l'Amicale des enfants du canton de Saugues de Paris : face aux 154 convives, le maire tient des propos assez directs : « C'est bien joli de parler avec attendrissement de sa petite patrie, de son folklore, etc. Mais ce n'est pas ainsi que vous assurerez sa survie » – et de leur proposer les actions de sa société. En quelques mots, on a là tout le conflit d'intérêts, toute l'incompréhension entre restants et émigrés : en Margeride comme ailleurs, un partage se fait entre restants qui ont l'emprise matérielle et émigrants qui accaparent l'emprise symbolique ; les premiers s'estiment fondés à faire tout le possible pour maintenir l'activité dans le pays, même au prix du sacrifice des usages, tandis que les



seconds n'ont plus d'intérêt économique sur place et veulent avant tout voir préservé le lieu de leurs souvenirs. Par son action énergique, Jean-Claude Simon est l'un de ceux, finalement assez rares, qui s'opposent fermement à la muséification des hauts pays – peut-être d'autant plus aisément, encore une fois, qu'il n'a pas lui-même ce complexe du rapport aux racines.

En cette année 1974, l'entreprise Agevoplast semble bien partie : si elle n'emploie encore que dix salariés, ses carnets de commande sont bien remplis et l'on envisage une montée en puissance de la capacité de production. Jean-Claude Simon, qui détient à titre personnel 80 % du capital, est bien sûr le principal décideur. Au vrai, c'est l'investissement politique qui, chez lui, l'emporte de loin sur l'intérêt économique : Saugues est le laboratoire de ses idées politiques ; il veut en faire, pour l'extérieur, la vitrine de leur réussite. Persuadé de la justesse de ses choix, il croit pouvoir faire d'Agevoplast un modèle de développement rural et cherche par ses relations au conseil général de la Haute-Loire à associer d'autres maires ruraux à l'aventure : il s'appuie pour cela sur l'AREVAL, association pour le renouveau du Val d'Allier, structure qu'il a lui-même mise en place au printemps 1973, dans le but de créer une véritable synergie de développement dans les hauts pays périphériques de la Limagne. Dans la foulée de l'expérience saugaine, l'AREVAL se fixe désormais pour objectif de multiplier les usines coopératives communales. Le contexte est toutefois peu porteur et les réalisations minces. Agevoplast elle-même plafonne assez vite dans sa production et ses effectifs.

Si nous mettons l'accent sur ce projet industriel du docteur Simon, il serait faux de laisser croire qu'il a une foi sans réserve dans cette perspective et qu'il

joue la réussite de son entreprise sur ce point. Animé d'un solide pragmatisme, il fait feu de tout bois et s'essaie également, nous l'avons vu, au développement touristique : la commune, qui avait manqué la vogue du tourisme bourgeois de l'entre-deux-guerres dans les stations de « grand air », se rattrape en prenant les devants de la mode du tourisme vert. On profite aussi des aides de l'Etat pour réhabiliter quelques maisons du bourg – les logements vides sont en recul<sup>25</sup> –, on participe au concours des villages les plus fleuris, et la radio municipale sert tout à la fois à l'animation du bourg et à faire vivre la démocratie directe. Ainsi donc, on ne saurait dire que le docteur Simon rêve de transformer Saugues en village-atelier et ses administrés en autant d'ouvriers-clients : il a l'ambition de faire de Saugues une cité dans tous les sens du terme, et cherche à allier les facteurs de développement les plus concrets et les symboles les plus parlants. Une usine, c'est certes des emplois mais aussi le symbole de l'appartenance à la France productive ; un camping quatre étoiles et un village fleuri, une occasion de recettes municipales directes ou indirectes, mais aussi le signe de ce que le pays de Saugues est redevenu un lieu attractif et accueillant.

Il est évidemment malaisé d'apprécier l'impact du volontarisme de Jean-Claude Simon sur la société locale. Plusieurs témoignages attestent pourtant de la cristallisation de quelque chose de particulier autour de sa personne ; le don de prestidigitation du « toubib » a en partie réussi à renverser le fatalisme ambiant. Les grand-messes communales, les travaux ambitieux du bourg, la venue de la presse nationale, tout concourt à redonner fierté aux habitants, à les persuader qu'il y a encore quelque chose à faire à Saugues. « Je serai là dimanche à la prochaine assemblée,

25 - 141 en 1968, 67 seulement en 1982.

- 26 - *France-Soir*,  
17-18 déc. 1972.
- 27 - Pour une  
comparaison  
éclairante avec le  
bourg d'Ardes-sur-  
Couze déjà  
mentionné : CORNU  
(Pierre), « *La forteresse  
vide...* »,  
thèse citée.
- 28 - *La Dépêche*,  
20 mai 1977.
- 29 - D'après l'expertise  
ayant précédé  
l'acceptation du legs  
par la commune.
- 30 - « Société de  
matériel annexe de  
dialyse », basée dans  
la région lyonnaise.

comme, je suis sûr, presque tout le pays, promet André Sobadel, un jeune artisan en ferronnerie de 25 ans qui après avoir cherché à s'établir à Saint-Etienne a préféré revenir à son Saugues natal car, dit-il, avec des expériences pareilles le pays ne mourra pas<sup>26</sup> ». La presse, évidemment, met en avant les témoins de ce type, mais il semble, à la lecture des sources et à l'écoute des témoins, qu'il s'agit d'un sentiment assez partagé à l'époque.

De fait, les journaux parisiens notamment s'intéressent beaucoup au « phénomène Simon », élu maire de l'année en 1974. On l'invite dans les radios, on va sur place interviewer « ses » indigènes : le pays de Saugues offre l'exemple exotique d'un canton du rural profond, offrant tous les stigmates d'une obsolescence indépassable, mais qui ne se résigne pas à son destin. Il y gagne la sympathie d'une France qui marche à grands pas vers la société de consommation et considère avec un pincement au cœur tout ce qu'elle doit laisser derrière elle pour mériter les palmes de la modernité. La mort du docteur Simon en 1976 interrompt toutefois brutalement l'histoire, et replonge le pays de Saugues dans l'anonymat et les difficultés d'une logique de déprise qui n'avait pas véritablement cessé de produire ses effets.

### DES LENDEMAINS DIFFICILES

L'œuvre accomplie ne disparaît pas pour autant, et ce n'est pas rien que le bourg de Saugues ait réussi à franchir sans trop de casse les années 1970, cap fatal à tant de bourgs de montagne, qui sombrèrent dans l'apathie, voire la dépression<sup>27</sup>. C'est le redressement économique qui s'avère le plus fragile. L'usine survit difficilement à son fondateur, malgré un geste post-mortem hau-

tement symbolique. Dans son testament, Jean-Claude Simon écrit en effet : « je lègue mes actions d'Agevoplast à la commune de Saugues à charge pour elle de développer l'affaire pour le bien de ce pays<sup>28</sup> ». Le conseil municipal ne peut qu'accepter un tel don, même si des problèmes juridiques et, peut-être, des craintes et atteroiements de certains conseillers face à cette charge en retardent la concrétisation. De fait, l'entreprise n'est pas oubliée par les pouvoirs publics : en février 1978, Agevoplast obtient une prime de développement régional. L'entreprise compte alors 17 salariés. En mars 1979, le testament de Jean-Claude Simon est enfin mis en œuvre et la commune devient actionnaire majoritaire à compter du mois de juin. Pour bien peu de temps toutefois : la crise industrielle est passée par là, l'affaire ne marche plus si bien, et le maire Vieilledent cherche rapidement une porte de sortie. Le rêve d'un actionariat populaire a fait long feu : bien peu d'actions ont été souscrites, et ceux qui l'on fait n'ont pas eu à s'en féliciter. Les parts vendues à 100 francs en 1974 n'en valent plus que 83 en 1979<sup>29</sup>. Un repreneur extérieur, la SMAD<sup>30</sup>, spécialisé dans le matériel médical, n'en propose que 24 francs...

Une réunion houleuse du conseil municipal de Saugues, en décembre 1979, conduit au désengagement de la municipalité : 76 % des parts sont finalement cédées à la SMAD. Le maire Vieilledent consent toutefois encore à accompagner l'entreprise fondée par son prédécesseur et accepte un projet d'extension de l'usine en mars 1980, avec un système de location-vente. La situation se dégrade toutefois rapidement : le 16 septembre 1983, le gérant dépose le bilan et la trentaine de salariés se voient signifier leur licenciement. Même dans cette phase qui va conduire à la fin de l'aven-

ture industrielle, on retrouve toutefois l'héritage des années Simon : Agevoplast n'est pas une entreprise comme une autre ; elle reste le symbole du renouveau du pays de Saugues et, malgré la cession de 1979, la propriété symbolique de la population. Les salariés de l'entreprise, encadrés par la CFDT, occupent à plusieurs reprises la mairie du bourg en novembre et décembre 1983, brûlant symboliquement leurs lettres de licenciement dans la petite cour de l'hôtel de ville<sup>31</sup>. Ils font également le siège du conseil général, de la préfecture ; bref, ils demandent aux pouvoirs publics d'assurer la viabilité et la pérennité d'un projet public à l'origine. Ils obtiennent par pétition le soutien de 90 % de la population du canton<sup>32</sup> ; en janvier 1984, ils mobilisent la population de Saugues dans une opération « ville morte »<sup>33</sup>. Mais les rebondissements, les faux-semblants, les délais des différents projets de reprise présentés minent peu à peu le moral du groupe. Arc-boutés sur la défense des emplois, ils effraient les investisseurs potentiels (dont une partie, de fait, cherche simplement à tirer parti des dépouilles de l'usine).

Il faut attendre le début de 1985 pour voir la situation se décanter un peu : après quinze mois d'occupation de l'usine, les salariés acceptent un projet de reprise conduit par un entrepreneur venu du Sud-Ouest, qui aboutit à une cession à bas prix, prononcée par le tribunal de commerce, et au maintien de 17 emplois. En février est publié l'acte de naissance de la société Novoplast, qui symbolise néanmoins la disparition, dans l'esprit et dans les faits, de l'œuvre du docteur Simon. Au reste, ce dernier épisode ne dure guère : l'échec se confirme au bout de quelques mois.

De fait, les années 1980 voient le bourg de Saugues replonger dans les difficultés. La maternité ferme, incapable de

suivre le train de la modernisation médiciale et réalisant un nombre annuel d'accouchements insuffisant. Et la population du chef-lieu, après avoir progressé nettement entre 1968 et 1982, rechute brutalement<sup>34</sup>. C'est désormais la fonction commerciale qui se trouve en difficulté, du fait du déclin de la zone de chalandise. Au recensement de 1990, puis à celui de 1999, le contraste de dynamisme du département de la Haute-Loire est de plus en plus sensible : tandis que la moitié occidentale poursuit son lent glissement, la partie orientale, animée par le développement industriel de l'Yssingelais, est en forte croissance. Le volontarisme de Jean-Claude Simon et de ses pairs de l'AREVAL n'a pas suffi à rééquilibrer l'espace départemental.

\*  
\* \*

« Les cultures locales, entendues au sens des héritages historiques et des mentalités qui les ont forgées, constituent le facteur de différenciation essentiel<sup>35</sup> » expliquant la présence ou l'absence de développement industriel, écrit Mauricette Fournier en conclusion de son étude des processus de développement industriel en Auvergne. Doit-on penser que là résidait la faiblesse principale du projet saugain ? Certes, le projet Agevoplast survenait dans un désert ; mais un désert revitalisé par une action politique de choc que l'on ne saurait réduire à une gesticulation médiatique, et qui s'appuyait sur un terrain sociologique moins atteint qu'on ne pourrait le croire par la déprise. Il s'est véritablement passé quelque chose à Saugues dans ces années de la mandature du docteur Simon, entre une population décidée à se maintenir mais sans perspective, et un individu arrivé au bon moment pour catalyser les énergies ; et si ce dernier n'a pu, par sa seule action, créer une culture industrielle en Margeride, il

31 - *La Tribune*,  
28 novembre 1983.

32 - *La Montagne*,  
17 novembre 1983.

33 - *L'Eveil*,  
18 janvier 1984.

34 - La perte est de  
10,8 % entre 1982 et  
1990 pour la  
population  
agglomérée.

35 - FOURNIER  
(Mauricette), *Les  
dynamiques  
industrielles d'une  
moyenne montagne...*,  
op. cit., p. 391.

- 36 - Pour les industries des montagnes françaises à la fin des années 1980, le géographe Pierre Estienne dresse un tableau peu optimiste dans son ouvrage de synthèse : ESTIENNE (Pierre), *Terres d'abandon ? La population des montagnes françaises : hier, aujourd'hui, demain*, Clermont-Ferrand, publications de l'EMC, 1988, chapitre III : « Vivre dans la montagne française à la fin du XX<sup>e</sup> siècle », p. 207-234.
- 37 - *Des régions paysannes aux espaces fragiles, colloque international en hommage au professeur André Fel*, Clermont-Ferrand, CERAMAC, 1992.
- 38 - RENARD (Jean), « Comment et à quelles conditions peut-on diversifier les activités en espace rural fragile ? », *Des régions paysannes aux espaces fragiles, colloque international en hommage au professeur André Fel*, Clermont-Ferrand, CERAMAC, 1992, p. 525-532.
- 39 - FOURNIER (Mauricette), *Les dynamiques industrielles d'une moyenne montagne...*, op. cit., p. 9.
- a du moins fortement contribué à lever les préventions et les inhibitions des habitants face à la modernité. L'échec final s'explique donc davantage par des motifs conjoncturels : les années 1980 furent rudes pour tous les bassins industriels<sup>36</sup>, et bien peu propices aux expériences fragiles.
- Depuis, le développement rural par l'industrialisation semble être passé de mode : le colloque de géographie tenu à Clermont-Ferrand en 1992<sup>37</sup> sur le thème « des régions paysannes aux espaces fragiles », et qui établit le bilan et les perspectives du développement essentiellement dans l'espace auvergnat, illustre bien cette désaffection : sur soixante quinze communications publiées, trois seulement s'intéressent à l'industrie rurale, et la réflexion prospective générale de Jean Renard<sup>38</sup> fait l'impasse sur l'industrie en tant que telle, préférant rappeler que, s'il faut s'efforcer de diversifier les activités en milieu rural là où la situation le permet, on doit renoncer à maintenir en vie artificielle tous les espaces ruraux : après d'autres, il appelle à l'acceptation du vide. La page du « combat moral » contre le désert est tournée, et Saugues se bat désormais seule pour maintenir son héritage, en misant essentiellement sur le tourisme.
- Conclure là serait pécher par excès de pessimisme. L'échec final du projet Agevoplast en terme d'activité concrète ne signifie pas l'échec global de la démarche dans laquelle il s'insérait. Comme l'écrit Mauricette Fournier<sup>39</sup>, le regard dépréciatif porté sur le Massif central trouve son origine « dans une division idéologique du territoire : au monde urbain, l'industrie, le tertiaire, les technologies, en d'autres termes la modernité ; au monde rural, l'agriculture et un artisanat résiduel, bref, le conservatisme et une déqualification économique et culturelle par rapport à la ville ». Par son action volontariste, par l'incongruité assumée de sa démarche, le docteur Simon a bousculé ces cloisons et signifié son refus d'une évolution condamnant les hautes terres à la muséification. Même modeste et fugace, la présence de cet atelier de plasturgie sur les pentes de la Margeride a suffi à rompre l'harmonie mortifère du paysage de la déprise – porteur de tant de charme pour les observateurs extérieurs – et convaincu les habitants de ce qu'ils n'étaient pas condamnés à l'obsolescence. Malgré ses difficultés, le pays de Saugues n'a pas sombré ; on continue à y travailler, à y produire et à y modeler le paysage. Partie centrale du traitement à la fois concret et psychologique proposé par le docteur Simon pour la revitalisation de son patient, l'usine bâtie au milieu du désert fut le symbole bienvenu du rejet de la logique du vide, un symbole qui, malgré l'oubli relatif de son promoteur, a eu, jusqu'à nos jours et pas seulement à Saugues, des conséquences non négligeables dans la lutte contre la déprise.